

<p><b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE</b></p> <p><b>DOMAINE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b></p> <p>Service : <b>Direction du Développement Économique et de l'attractivité</b></p> <p>Réf. Word et PDF : 03.4-0 - Rapport PV de MAD ZAE du Croulay Distré.odt</p> <p><b>Bureau Communautaire du : jeudi 30 novembre 2017</b></p>	<h1>03.4</h1>	<p>Délibération <input type="checkbox"/></p> <p>Information <input type="checkbox"/></p>
--	---------------	--

**PROCÈS-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DES ZAE COMMUNALES AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE – ZAE DU CROULAY – COMMUNE DE DISTRE**

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-5-III, L.5211-17 et L.5211-18-I ;

Vu les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 et L.1321-5 du même code ;

Vu l'arrêté n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rocheneu pour former la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

Considérant qu'en application de l'article L.5211-5-III du Code Général des collectivités territoriales, «le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales» ;

Considérant que l'article L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que «le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence» ;

Considérant qu'en vertu de l'article 4 de ses statuts figure au nombre des compétences obligatoires, de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la compétence développement économique

Vu la nécessité de mettre à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire les biens et les équipements de la ZAE du Croulay de la commune de Distré nécessaires à l'exercice de la compétence développement économique.

**Il est proposé au Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **d'APPROUVER** le procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements de la ZAE du Croulay de la commune de Distré pour l'exercice de la compétence développement économique transférée à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le 1er janvier 2017.

- **de CONSTATER**, par le procès-verbal, la mise à disposition de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à titre gratuit et à compter du 1er janvier 2017 de la ZAE du Croulay de la commune de Distré
- **de CONSTATER** qu'un inventaire des équipements et des biens meubles mis à disposition à compter du 1er janvier 2017 est joint en annexe du présent procès-verbal étant précisé qu'il sera complété à l'occasion d'un diagnostic approfondi établi au plus tard le 31 mars 2018
- **de DÉCLARER** que la présente mise à disposition sera comptablement constatée sur la base de la valeur nette comptable au 31 décembre 2016 notée dans l'état de l'actif de la commune.

La Directrice du Développement  
Économique et de l'Attractivité

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire

**Signé**

Sandrine BOISDÉ

Jean-Michel MARCHAND